Le Conseil,

Vu le rapport du 16 septembre 1998, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

L'hôpital Léon Bérard, situé 28, rue Laënnec à Lyon 8°, est un centre régional spécialisé dans la lutte anticancéreuse (activités de soins, d'enseignement et de recherches). Il a été reconnu d'utilité publique.

Dans le cadre de sa restructuration, une série de transformations est envisagée dans un avenir très proche, notamment une nouvelle répartition des bâtiments et des restructurations profondes de quelques services.

Par arrêté n° 98-1390 en date du 3 avril 1998, monsieur le préfet du Rhône et de la région Rhône-Alpes a qualifié de projet d'intérêt général ce projet de développement et d'aménagement du centre régional anticancéreux Léon Bérard.

Or, ce projet de restructuration et notamment la construction d'une nouvelle unité de pédiatrie est incompatible avec les dispositions actuelles du plan d'occupation des sols. Son implantation est en effet prévue sur une partie d'espace boisé classé ; ce que l'article L 130-1 du code de l'urbanisme rend impossible. Seule une révision partielle du plan d'occupation des sols permet de lever cette incompatibilité.

Par arrêté n° 98-1391 en date du 3 avril 1998, monsieur le préfet m'a mis en demeure de réviser le plan d'occupation des sols du secteur centre, territoire de la ville de Lyon, pour permettre la réalisation du projet d'intérêt général sus-visé.

Par un courrier adressé à monsieur le préfet en date du 20 avril 1998, j'ai fait connaître que ce nouveau projet d'intérêt général serait pris en compte dans le cadre de la révision générale du plan d'occupation des sols communautaire prescrite par délibération en date du 22 janvier 1996 dont l'arrêt du projet est prévu en avril 1999 et l'approbation au printemps 2000.

En application des articles L 123-7-1 et R 123-35-1 du code de l'urbanisme, considérant que la poursuite des activités du centre Léon Bérard impliquait que les mesures correspondantes en matière d'urbanisme soient prises dans les meilleurs délais, monsieur le préfet, par arrêté n° 98-1542 en date du 27 avril 1998, a prescrit la révision partielle du plan d'occupation des sols de la communauté urbaine de Lyon-secteur centre-territoire de la ville de Lyon.

La révision est partielle, car elle ne porte que sur le site du centre Léon Bérard et ne concerne qu'une réduction de la trame espace boisé classé pour une superficie de 825 mètres carrés.

Par arrêté n° 98-1664 en date du 19 mai 1998, monsieur le préfet a prescrit l'ouverture d'une enquête publique du 8 juin au 9 juillet 1998 inclus. Un dossier et un registre d'enquête ont été mis à la disposition du public en mairie du 8° arrondissement, en mairie centrale de Lyon et à l'hôtel de communauté.

Monsieur le commissaire-enquêteur a adressé son rapport et ses conclusions motivées à monsieur le préfet du Rhône.

Conformément à l'article R 123-35-1 -6° alinéa-, ce projet de révision partielle, accompagné des conclusions de monsieur le commissaire-enquêteur ainsi que du rapport du service de l'Etat chargé de conduire l'instruction, vous est soumis aujourd'hui pour avis.

Le conseil municipal du 8° arrondissement et le conseil municipal de Lyon ont émis un avis favorable ;

B - Propose d'émettre un avis favorable au projet de révision partielle du projet d'intérêt général du centre Léon Bérard à Lyon 8° ;

C - Précise que cette délibération sera transmise à monsieur le préfet du Rhône et de la région Rhône-Alpes ;

Vu le présent dossier ;

Vu sa délibération en date du 22 janvier 1996 ;

Vu l'avis du conseil municipal du 8° arrondissement de Lyon ;

Vu la délibération du conseil municipal de Lyon ;

Vu les arrêtés n° 98-1390 et 98-1391 du 3 avril 1998, n° 98-1542 du 27 avril 1998 et n° 98-1664 du 19 mai 1998 de monsieur le préfet du Rhône et de la région Rhône-Alpes ;

Vu les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 8 juin au 9 juillet 1998 ;

Vu le courrier de monsieur le président adressé à monsieur le préfet en date du 20 avril 1998 ;

Vu le rapport et les conclusions motivées de monsieur le commissaire-enquêteur adressés à monsieur le préfet ;

Vu les articles L 130-1, L 123-7-1, R 123-35-1 et R 123-35-1 -6° alinéa- du code de l'urbanisme ,

Oùï l'avis de sa commission urbanisme, habitat et développement social ;

DELIBERE

Emet un avis favorable au projet de révision partielle du projet d'intérêt général du centre Léon Bérard à Lyon 8°.

La délibération sera transmise à monsieur le préfet du Rhône et de la région Rhône-Alpes.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,